

PREFET DE L'AVEYRON

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT
LA REFECTION D'UN PASSAGE BUSE
COMMUNE DE VEZINS-DE-LEVEZOU

DOSSIER N° 12-2014-00219

LE PREFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 22/12/14, présenté par GAEC DE CASTRIEUX représenté par Monsieur GAYRAUD Patrick, enregistré sous le n° 12-2014-00219 et relatif à **la réfection d'un passage busé** ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**GAEC DE CASTRIEUX
CASTRIEUX
12780 VEZINS DE LEVEZOU**

concernant : **la réfection d'un passage busé** dont la réalisation est prévue dans la commune de VEZINS-DE-LEVEZOU

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

| Rubrique | Intitulé | Régime | Arrêtés de prescriptions générales correspondant |
|----------|--|-------------|--|
| 3.1.5.0 | Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D) | Déclaration | Arrêté du 30 septembre 2014 |
| 3.1.3.0 | Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D) | Déclaration | Arrêté du 13 février 2002 |

Le Service Police de l'Eau (SPE) ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Cependant, le SPE vous demande de vous conformer aux prescriptions suivantes :

- **les travaux ne devront pas être réalisés durant la période de reproduction de la faune piscicole soit du 1er novembre de l'année N au 30 mars de l'année N+1 ; en conséquence, ils ne pourront être entrepris qu'à partir du 01/04/2015.**

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

- Le profil en long ainsi que la section hydraulique du cours d'eau ne seront pas modifiés par les travaux ;
- La génératrice inférieure de la canalisation sera positionnée à une dizaine de cm en dessous du lit du cours d'eau actuel. Cette hauteur sera comblée en fin de chantier avec les matériaux du ruisseau (sables, graviers et pierres) extraits et sélectionnés en cours de chantier de façon à reconstituer un lit « naturel » dans l'ouvrage ;
- L'intervention se fera de manière à limiter le plus possible la pollution du cours d'eau par l'entraînement de matières fines naturelles et à soustraire le cours d'eau et son environnement aux souillures chimiques de toutes sortes (hydrocarbures en provenance de l'emprise du chantier par exemple) ;
- Un filtre en bottes de paille pourra être positionné en travers du ruisseau à l'aval immédiat de la zone de travaux pour protection du milieu aquatique ;
- Pendant le déroulement des travaux, toutes les consignes complémentaires données par le Service Police de l'Eau devront être respectées ;
- Tout accident ou incident lié au chantier, susceptible d'entraîner une pollution de l'eau, devra être immédiatement signalé au Service Police de l'eau ;

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de VEZINS-DE-LEVEZOU où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'AVEYRON durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de VEZINS-DE-LEVEZOU par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

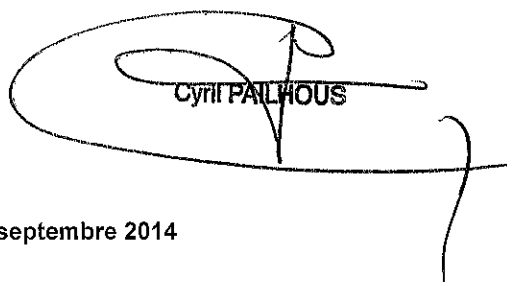
Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**A RODEZ, le 22 décembre 2014
Pour le Préfet de l'AVEYRON**

**Le Chef de l'Unité
Ressource Prélèvement**



Cyril PALHOUS

PJ : arrêté de prescriptions générales du 30 septembre 2014

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

